

nisation interne, une bonne part de son activité extérieure n'a commencé normalement que dans le courant de l'année qui a précédé la troisième session de la Conférence. La majorité des orateurs qui ont pris part au débat général ont exprimé leur satisfaction des résultats positifs obtenus jusqu'ici par l'Agence. Plusieurs ont signalé en particulier son action dans le domaine de l'assistance technique, le travail qu'elle a accompli en vue de fixer les normes d'hygiène et de sécurité des programmes relatifs à l'énergie atomique et le rôle qu'elle joue dans la diffusion et l'échange croissants des renseignements techniques en convoquant des cycles d'études et des colloques.

A la différence de cette attitude générale de satisfaction devant le rôle utile et important de l'Agence dans la coopération internationale orientée vers l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, le ton adopté par le délégué de l'URSS et par ceux des autres pays d'Europe orientale était nettement critique en ce qui concerne divers aspects des travaux de l'Agence. Le représentant de l'Union soviétique s'en est pris en particulier à la tâche entreprise par l'Agence, conformément à son Statut, de mettre au point un système de garanties contre le détournement de matières nucléaires à des usages militaires. Loin de partager le point de vue du Canada et de plusieurs autres pays occidentaux, le délégué de l'URSS a persisté à voir dans ces garanties une manœuvre des pays atomiques "nantis" pour imposer leur domination aux pays moins avancés. Les délégués du bloc soviétique s'en sont pris également à l'importance du budget administratif de l'Agence.

Déclarations des États-Unis et du Canada

Dans une importante déclaration qu'il a faite au cours du débat général, le délégué des États-Unis a promis que son pays recourrait de plus en plus à l'Agence pour dispenser l'aide technique américaine aux programmes atomiques non militaires, particulièrement lorsque cette aide s'adresserait à des pays peu développés. Parlant du rôle de l'Agence comme fournisseur de matières nucléaires, le délégué des États-Unis a déclaré que son Gouvernement encouragerait ses associés bilatéraux à se procurer les matières dont dispose l'Agence, et qu'il était disposé à fournir à celle-ci une aussi forte proportion de ses matières nucléaires réservées pour distribution à l'étranger que l'Agence lui demanderait pour répondre à la demande de ses membres. Il a aussi invité l'Agence à entreprendre l'élaboration d'un programme élargi d'assistance technique, à étendre son rôle de coordonnateur des recherches et à donner une haute priorité aux études relatives à l'hygiène et à la sécurité particulièrement en ce qui concerne l'évacuation des déchets radioactifs.

Au nom du Canada, M. Wershof s'est déclaré satisfait jusqu'à un certain point des progrès accomplis par l'Agence en 1959 et il a réaffirmé l'appui sans réserve du Gouvernement canadien aux buts de l'Agence. Il a noté que des savants canadiens en nombre appréciable avaient pris part durant l'année à des travaux d'experts et à des conférences, et qu'un premier groupe d'étudiants boursiers de l'Agence était arrivé au Canada pour y recevoir une formation dans des